



SUSPENDUS À UN FIL

La réforme des retraites est revenue en boomerang entre les mains du gouvernement ces dernières semaines, allant jusqu'à lier son sort à une promesse de suspension du report de l'âge et de l'allongement de la durée de cotisation.

Cette mesure est inscrite dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026, par le biais d'une lettre rectificative. À circonstances exceptionnelles, procédé exceptionnel.

Mais cette suspension ne tient qu'à un fil. D'abord, suspension n'est pas abrogation, c'est pourquoi Force Ouvrière a réaffirmé partout sa revendication pour l'abrogation de la réforme des retraites 2023, réforme qui reste injuste, brutale et injustifiée.

La mesure doit encore survivre au débat parlementaire, qui s'annonce semé d'embûches. Au cours du week-end, le président du Sénat a déjà promis que les sénateurs entendaient rétablir la réforme des retraites si l'Assemblée venait à décider de sa suspension.

Il s'agit en réalité d'un décalage du calendrier de la réforme qui permettra aux générations allant de 1964 à 1968 de partir un trimestre plus tôt que prévu. Le coût de ce changement est évalué à 100 millions d'euros en 2026 et 1,4 milliard d'euros en 2027. Pour financer la mesure, le gouvernement entend mettre une nouvelle fois à contribution les organismes complémentaires de santé et les retraités, à travers une taxe pour les uns et un gel des pensions pour les autres.

La « suspension », ou plutôt le décalage, de la réforme des retraites serait donc compensée par des mesures qui viennent doublement pénaliser les retraités et futurs retraités. Et pour compléter le financement de nos régimes de retraite, sans augmentation des cotisations ou diminution des pensions, il faudrait travailler davantage!

Pour FO, il ne faut pas travailler plus, il faut travailler tous! C'est pourquoi il faut parler emploi, emploi des jeunes, emploi des seniors, aménagement des fins de carrière, pénibilité, égalité entre les femmes et les hommes, pouvoir d'achat des retraités, conditionnalité des aides publiques... Ici se trouvent les pistes de financement, plutôt que les projets de retraite par points ou de retraite par capitalisation que le gouvernement

voudrait remettre sur la table!

Lors de la réforme avortée de 2020, FO n'a eu de cesse d'alerter sur les pièges de la retraite par points et ses conséquences négatives, le principal danger résidant dans l'incertitude quant à

la valeur des droits acquis, qui peuvent être ajustés en fonction des conditions économiques, comme l'inflation ou les déficits budgétaires.

FO s'oppose aussi à la retraite par capitalisation, qui s'appuie sur un principe d'individualisation. Dans ce système, chaque travailleur épargne pour sa propre retraite en investissant des fonds dans des comptes ou des portefeuilles spécifiques. L'un des plus grands risques de la retraite par capitalisation est sa forte sensibilité aux variations des marchés financiers. Une retraite suspendue à un fil, en quelque sorte...

***Pour FO, il ne faut pas
travailler plus,
il faut travailler tous!***

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr